

<http://gec.venissieux.org/Cite-Educative-739>



Cité Éducative

- Lettre des élus -



Publication date: mardi 21 janvier 2020

Copyright © Elus communistes et apparentés de Vénissieux - Tous droits

réservés

Les villes de Vénissieux et Saint-Fons, font partie des 80 villes retenues au titre de Cité Éducative. En matière d'éducation, notre ville peut s'appuyer sur un vrai patrimoine, un vrai savoir-faire et une vraie ambition, que ce label met en exergue.

Nous allons renforcer les complémentarités entre nos deux villes, promouvoir les actions de coéducation et de soutien à la parentalité, et développer des expérimentations, pour améliorer la réussite éducative et l'épanouissement des enfants et des jeunes.

Nous sollicitons le financement d'un poste, pour l'animation du projet Cité Educative sur Vénissieux, et de deux nouveaux postes d'agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles, dans les groupes scolaires Charles Perrault et Gabriel Péri. Il s'agit de renforcer l'accompagnement des enfants scolarisés dès 2 ans, dans un souci d'épanouissement et de socialisation précoce, des jeunes écoliers. L'intérêt de l'enfant doit être au coeur de cette Cité Educative.

Ces dernières années, les réformes dans l'éducation ne cessent de s'enchaîner, au point de donner l'impression, que les ministres cherchent plus à marquer de leur empreinte leur passage, que d'améliorer les conditions de travail des enseignants. Une maille à l'endroit, puis une maille à l'envers, pour la réforme des rythmes scolaires, sans qu'aucun bilan ne soit tiré au sujet de l'enfant, des dédoublements de classes, sans concertation préalable avec les communes, malgré les problèmes d'organisation et de logistiques que cela a entraînés, les collectivités comme les enseignants, sont sommés de s'adapter, avec toujours moins de moyens financiers et humains.

Il me semble urgent de revenir au coeur du métier de l'éducation nationale. La colère que l'ensemble du corps enseignant exprime, contre la réforme des retraites libérale d'Emmanuel Macron et de la République en marche, montre que la coupe est pleine. Non seulement on dévalorise la fonction publique et les enseignants, mais on leur promet désormais, une retraite au rabais !

Je comprends leur exaspération. Les dédoublements de classes, par exemple, se sont moins traduits par des créations de postes, que par des redéploiements d'enseignants affectés à d'autres programmes éducatifs, comme le dispositif « Plus de maîtres que de classes ». Ou comment déshabiller Pierre pour habiller Paul.

Le chef de l'État a annoncé l'extension des dédoublements de classes à la grande section de maternelle, dans l'éducation prioritaire. Avec quels moyens humains, quand les syndicats estiment déjà, qu'il faudrait la création de 7 000 postes supplémentaires, sur le quinquennat ? Et comment vont s'organiser les villes, dans la limite des groupes scolaires et des structures existantes ? On ne va pas pouvoir pousser les murs éternellement, dans un contexte d'austérité financière, et de contractualisation des dépenses des collectivités locales.

Croire que l'on améliorera durablement les conditions d'apprentissage des jeunes et des enfants, sans prendre en considération les conditions de travail des enseignants, et les nouvelles dépenses des communes, c'est faire fausse route.